Obésité en France : un enjeu de santé publique

Publié le 9 mai 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

La moitié de la population française présente un surpoids et 8,5 millions d'adultes souffrent d'obésité. L'obésité ne cesse de progresser, surtout chez les jeunes et favorise l'apparition ou aggrave l'évolution d'autres pathologies chroniques. Le point sur l'action publique engagée contre ce problème de santé.

Un rapport remis le 27 avril 2023 aux ministres chargés de la santé et des solidarités propose des mesures visant à "*mieux prévenir et prendre en charge l'obésité en France*".

17% des adultes touchés par l'obésité

Le rapport appelle à faire de la lutte contre l'obésité une grande cause nationale car l'obésité :

- gagne du terrain. Sa prévalence a doublé parmi les adultes depuis 1997, passant de 8,5% à 17% ; 5,2% ont une obésité sévère (indice de masse corporelle supérieur à 35). Elle a été multipliée par quatre chez les 18-24 ans et par trois chez les 25-34 ans. L'obésité affecte aussi la santé des seniors : 20% des plus de 65 ans en souffrent. Selon les projections de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elle concernerait 25% à 29% de la population française en 2030 ;
- favorise l'apparition de diabète, de maladies cardiovasculaires et de cancers et altère la qualité de vie et la santé psychique ;
- a des coûts directs et indirects très élevés ;
- augmente à mesure que le niveau socioéconomique ou le niveau d'éducation baisse. Sa prévalence est de 47% à Mayotte, 31% aux Antilles et 22% dans les Hauts-de-France. Elle touche davantage les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- s'aggrave en période de crise. La pandémie de Covid-19 a accru l'obésité des enfants , par exemple.

Des freins à lever

Les mesures mises en œuvre dans le cadre des Programmes nationaux nutrition santé (PNNS) successifs et de la Feuille de route obésité visent à sensibiliser et à assurer une prise en charge globale du patient. Cependant, il faut pallier :

- le **déficit de pilotage politique** et la multiplicité des plans gouvernementaux ;
- l'**absence de données fiables** sur la prévalence de l'obésité en France ;
- le **manque de moyens** par rapport aux ambitions. Ainsi, le PNNS 2019-2023 n'a pas atteint ses objectifs.

Comment amplifier la lutte contre l'obésité ?

Le rapport préconise :

- de **diminuer l'incidence de l'obésité** en facilitant l'accès des enfants de classes sociales défavorisées à la cantine, en interdisant la publicité pour les aliments de mauvaise qualité nutritionnelle aux heures de grande écoute des enfants et adolescents, en engageant un programme expérimental de prévention de l'obésité infantile et en améliorant le recueil des données ;
- de **permettre à un nombre croissant de personnes en surpoids et en situation d'obésité d'accéder à des soins adaptés**. Il s'agit de reconnaître l'obésité comme une maladie chronique et l'obésité sévère comme une affection de longue durée (ALD), de favoriser le dépistage et la prise en charge, de renforcer les centres spécialisés en obésité (CSO), de former d'urgence davantage de médecins spécialistes et d'améliorer la formation des autres professionnels impliqués dans la prévention et le traitement de l'obésité ;
- d'**investir dans la recherche et l'innovation** pour mieux connaître les déterminants de cette maladie complexe et mettre au point les traitements les plus adaptés ;
- d'**agir prioritairement dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)**.